

Publié le 22 mars 2017 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Projet Optilab: l'APTS se dresse devant le ministre Barrette



Arborant un brassard rouge et se tenant bien droits, la quarantaine de manifestants réunis à Granby a formé un mur humain durant une vingtaine de minutes.

Alain Dion, La Voix de l'Est



Marie-Ève Martel

La Voix de l'Est

(Granby) C'est pour symboliser le mur vers lequel se dirige à leurs yeux le ministre de la Santé, Gaéтан Barrette, s'il va de l'avant avec la centralisation des analyses de laboratoire dans le cadre du projet Optilab, que les membres de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) ont formé une chaîne humaine devant des établissements de santé de la région.

Des manifestations ont été tenues en simultanément devant les hôpitaux de Granby et Brome-Missisquoi-Perkins à Cowansville, de même qu'au Centre de santé et de services sociaux des Sources à Asbestos. Arborant un brassard rouge et se tenant bien droits, la quarantaine de manifestants réunis à Granby n'a scandé aucun slogan ; les participants se sont contentés de former un mur humain durant une vingtaine de

minutes.

Rappelons que l'entrée en vigueur du projet Optilab est prévue pour le 1^{er} avril prochain. À ce moment-là, au Centre intégré de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Estrie-CHUS, environ 70 % des analyses des échantillons de biologie médicale ayant auparavant lieu dans huit laboratoires de la région seront transférées à Sherbrooke. Les analyses provenant de l'urgence et des soins intensifs seront toutefois traitées localement.

Inquiétudes

Selon les calculs de l'Alliance, avant d'être analysés, les échantillons parcourront une distance variant de 55 à près de 100 kilomètres, selon l'hôpital où ils auront été prélevés. Or, le transport pourrait miner la qualité des prélèvements destinés à l'analyse, estime-t-on. « Il y a plein de facteurs qui peuvent diminuer la qualité des échantillons, comme le délai entre le prélèvement et l'analyse, la température, la conservation, énumère Isabelle Mantha, vice-présidente de l'exécutif local de l'APTS et technicienne médicale. Ça nous inquiète parce que ça peut changer les résultats. »

Retraitee de l'hôpital de Granby où elle a œuvré pendant une quarantaine d'années, Danielle MacClean s'est présentée à la manifestation en guise de solidarité. « Si on était comme mardi dernier (NDLR : la tempête monstre ayant provoqué de nombreux carambolages la semaine dernière), comment pourraient-ils envoyer les spécimens à Sherbrooke pour être analysés dans les temps ? », demande la dame. Je ne comprends pas comment le ministre ne voit pas ces choses-là. Et comme je vais peut-être avoir besoin de ces services, moi aussi, ça m'inquiète. »

Plusieurs travailleurs ont également partagé leur crainte de voir des échantillons perdus. Si c'est le cas, de nombreux patients pourraient avoir à retourner au service des prélèvements, mais dans certains cas, la tâche est périlleuse.

« Dans le cas d'une biopsie, par exemple, ce n'est pas une opération simple, explique Claire Giguère, technicienne en imagerie médicale. Ça ne serait pas évident pour le patient de devoir en passer une deuxième parce qu'on aurait perdu son échantillon. »

« On a aussi des spécimens pris en salle d'opération et qui sont uniques. C'est difficile à retrouver », renchérit France Lapalme, technicienne médicale en microbiologie.

À la recherche d'économies

Les membres de l'APTS peinent à voir où se trouveront les économies promises par la réforme annoncée. « Le ministre nous dit qu'on pourrait dégager jusqu'à 200 millions de dollars, mais pas avant cinq ou dix ans, soutient Emmanuel Breton, porte-parole régional de l'APTS. Nous avons déjà l'équipement nécessaire sur place. Et actuellement, les systèmes informatiques ne communiquent pas entre eux et sont incompatibles. La transition n'est pas au point. On ne comprend pas les motifs du gouvernement. »

Le porte-parole indique par ailleurs que la mesure provoquera la disparition de l'équivalent de 50 postes à temps complet.

« On nous dit qu'on veut rentabiliser les laboratoires en les optimisant, mais le déménagement, les plus gros appareils, les réorganisations physiques pour les aménager et le transport des échantillons, tout ça amènera aussi des coûts qui n'auraient pas eu lieu sans le programme », relativise par ailleurs M^{me} Mantha.

« Déjà, si on limitait le gaspillage qu'il y a dans le système de santé, on n'aurait pas besoin de couper et d'essayer de faire des économies n'importe où, n'importe comment », rage Philippe Boies, technologiste médical, en référence à un récent reportage faisant état de plusieurs dizaines de milliers de dollars de matériel inutilisé par le ministère de la Santé et relayé aux oubliettes.

Entre-temps, l'APTS a également engagé des procédures judiciaires contre le gouvernement du Québec, qui selon elle, a fait preuve de mauvaise foi en ne discutant pas avec elle avant de la mettre devant le fait accompli concernant le regroupement des centres d'analyse, l'automne dernier. Le jugement se fait toujours attendre.



[Détente](#)

[Avis de décès](#)

[Archives](#)

[Petites annonces](#)

[Plan du site](#) [Modifier votre profil](#) [Foire aux questions](#) [Nous joindre](#) [Conditions d'utilisation](#) [Politique de confidentialité](#)